

commerciaux des expositions du bois et produits du bois qui se tiennent aux États-Unis. Jusqu'ici, et depuis la fabrication de ces cartes en janvier 1963, on en a donné à environ 12 ou 13 expositions du bois tenues aux États-Unis d'Amérique. Ces cartes ont pour but d'illustrer les produits canadiens du bois et la grande facilité avec laquelle on peut se les procurer au Canada.

Si l'honorable député se plaint que ces cartes insistent un peu trop sur le Canada, sur la qualité du papier canadien et sur le fait qu'il soit fabriqué au Canada, je puis lui donner l'assurance qu'elles sont uniquement destinées au marché américain et à des fins publicitaires. Bien qu'elles remontent à un ou deux ans en arrière, elles n'en constituent pas pour autant, il me semble, un mode inapproprié de stimulation des ventes. L'un des grands avantages, c'est qu'il est bon marché. L'honorable député a examiné 100 jeux de cartes; il n'a qu'à s'en servir et il verra qu'ils ne durent pas très longtemps. C'est que leur coût de fabrication est fort peu élevé. Il n'en coûte pas beaucoup plus cher que la valeur du papier pour fabriquer des jeux de cartes en quantité aussi considérable que ceux qu'on a commandés en janvier 1963.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît!

LES ARTS, LES LETTRES ET LES SCIENCES—PERSONNEL DE RECHERCHE AU SERVICE D'UNE COMMISSION ROYALE

**M. Gene Rhéaume (Territoires du Nord-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'ai soulevé cette question aujourd'hui, mais je n'ai reçu aucune réponse; peut-être avez-vous estimé que la question était mal énoncée. Cependant, j'avais posé une question semblable l'autre jour et le premier ministre ne m'avait pas répondu davantage. Quant à moi, du moins, il me semble que personne ici ne peut s'opposer à cette question. Elle se rattache au fait que, selon moi, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme fait de son mieux pour aviver l'animosité raciale dans notre pays et que, dans les meilleurs intérêts du Canada, le premier ministre devrait supprimer ce que j'ai appelé aujourd'hui, dans un moment d'énervement, «la bande du B et B.» Quand j'ai employé le mot «bande», je l'ai fait en songeant à un groupe de gens qui vont terroriser le pays et rompre son équilibre et qui le font grâce aux deniers publics.

Tout député qui a écouté l'émission radiophonique sur la séance du B et B à Québec il y a deux jours, s'est sans doute souvenu

de la série de disques *You were there*, comme ceux qui nous remémoraient les ralliements des nazis en Allemagne, avant les progrès considérables du mouvement nazi, alors que les gens n'étaient plus maîtres d'eux-mêmes. Quant à moi, je refuse catégoriquement de croire que le compte rendu radiophonique sur les délibérations de cette séance représente les sentiments de la population du Québec. Aucun député à la Chambre, où qu'il siège, n'adopte cette position. Cependant, j'affirme que la Commission sur le B et B fait plus pour diviser le pays que tout autre élément actif. Je crois qu'il incombe au premier ministre, s'il est sincère—et j'imagine qu'il l'est—de dissoudre cette Commission, puisqu'il se déclare en faveur de l'unité du pays. Je signale au premier ministre et au gouvernement que le moment est venu de mettre le bien du pays au-dessus des intérêts du parti libéral, car il y a des gens qui croient sincèrement que le parti libéral se sert de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, du débat sur le drapeau et de quelques autres questions pour diviser le pays et le ruiner, pour opposer les Catholiques aux non-Catholiques et les Français aux non-Français, et que ces questions donnent d'excellents résultats.

**Des voix:** Honte!

**M. Rhéaume:** Les honorables vis-à-vis peuvent crier «honte» à leur gré, mais un nombre considérable de Canadiens désirent que le premier ministre abolisse la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. Pour parler sans esprit de parti, il suffit de lire les éditoriaux des journaux canadiens. Ils demandent que le mandat de la Commission soit revu. Nous lisons aujourd'hui que cette Commission enquêtera sur les journaux, la télévision et la radio au Canada. L'un des commissaires a déclaré que les membres de la Commission devront se rendre outre-mer, c'est-à-dire introduire à l'étranger cet élément de division et de discorde et faire du Canada la risée de tous les pays du monde.

Où cela finira-t-il? Je dirai au gouvernement qu'il serait temps de reviser sincèrement cette affaire. Qu'il rappelle la Commission. La Commission a laissé entendre qu'elle est prête à soumettre un rapport provisoire. Il est temps que le gouvernement ait le courage de demander aux commissaires de présenter un rapport provisoire, puis qu'il l'étudie à la lumière de l'expérience acquise jusqu'ici et décide s'il ne serait pas préférable de renoncer à toute l'affaire, du moins jusqu'à ce que les passions au Canada aient eu le temps de s'apaiser, à la suite de l'émotion que cet organisme a causée.